

ALAIN FINKIELKRAUT

LE DÉNI N'A PAS DIT SON DERNIER MOT

Propos recueillis par Élisabeth Lévy



Avec le hashtag #pasdevague, une partie de la presse fait semblant de découvrir la condition du corps enseignant dans les territoires perdus de la République. Mais au Monde, on mobilise toujours la sociologie pour maquiller le réel. L'effaçologie est un sport de combat.

Causeur. Cher Alain Finkielkraut, d'abord, permettez-moi de vous saluer au nom de tous les lecteurs de *Causeur* à qui vous manquez. Et pour une fois, vous ne pouvez plus faire votre ashkénaze pessimiste. Avec le livre de Davet et Lhomme sur l'islamisation de la Seine-Saint-Denis, même *Le Monde* découvre la lune. Et après le hashtag #pasdevague, personne ne peut nier ce qui se passe à l'école. Bref, aujourd'hui, tout le monde peut dire ce qui vous a valu tant d'invectives.

Alain Finkielkraut. Disons qu'il était temps. Des professeurs font état de leur souffrance sur internet et une partie de la presse découvre ou fait semblant de découvrir une situation dénoncée depuis au moins deux décennies. Je rappelle que *Les Territoires perdus de la République*, le livre coordonné par Georges Bensoussan, a paru en 2002. Qu'en 2004, était publié le rapport Obin sur « l'école face à l'obscurantisme religieux ». On y lisait par exemple : « Tout laisse à penser que, dans certains quartiers, les élèves sont incités à se méfier de tout ce que les professeurs leur proposent, qui doit d'abord être un objet de suspicion, comme ce qu'ils trouvent à la cantine dans leur assiette ; et qu'ils sont engagés à trier les textes étudiés selon les mêmes catégories religieuses du hallal (autorisé) et du haram (interdit). » Je pourrais aussi citer le livre d'Aymeric Patricot, *Autoportrait du professeur en territoire difficile* (2011), où il écrit ceci : « Trente enfants qui ne craignent pas l'autorité parce qu'ils ne savent tout simplement pas ce que c'est. Trente enfants dont le plus grand plaisir est la provocation, l'agressivité, le chahut. Comment voulez-vous les tenir lorsqu'ils bavardent en chœur et refusent de répondre aux injonctions même discrètes autrement que par des formules aussi lapidaires que "lâche-moi" pour les plus distingués ? » Iannis Roder décrivait la même situation dans *Tableau noir, la défaite de l'école* (2008), et Mara Goyet, dans *Tombeau pour le collège* (2008) et *Collège brutal* (2012), ne disait pas autre chose.

D'accord, cela a pris du temps. Mais si on assiste enfin à la fin de ce déni qui a désespéré les gens autant que la situation elle-même, n'est-ce pas une bonne nouvelle ?

On peut se réjouir en effet de voir le rideau se déchirer et le déni être contesté, mais j'observe aussi que le déni n'a pas dit son dernier mot. Au lendemain de la révélation du hashtag #pasdevague, *Le Monde* publiait un entretien avec un sociologue, Benjamin Moignard, qui nous expliquait que 1 % seulement des enseignants sont touchés par des agressions physiques, qu'il n'y a pas plus de violence aujourd'hui qu'hier et qu'une multiplicité d'enquêtes montre que punir à répétition est contre-productif et déclenche encore plus de violence. Et le lendemain, le même journal publiait une grande enquête sur les inégalités en Seine-Saint-Denis : « En Île-de-France, une école pauvre pour les quartiers pauvres. » Autrement dit, si violence il y a, elle tient à la situation faite par la République aux jeunes de banlieue et des cités difficiles.

Vous n'espérez pas les voir renoncer à leurs poncifs en une semaine ?

Donc, pour *Le Monde*, rien n'a changé et remarquez avec moi la différence de traitement entre #metoo et #pasdevague. Pour #metoo, on mobilise une *task force* de 15 journalistes, toutes les accusations sont prises au pied de la lettre. Pour #pasdevague, on enrôle un sociologue, car la sociologie n'est plus la science de la société, mais la science du déni de ce qui s'y passe, statistiques à l'appui. Et quand des chercheurs se risquent à sortir du déni, ils sont traînés dans la boue par leurs pairs. Geoffroy de Lagasnerie expliquait récemment dans le nouveau *Nouveau Magazine littéraire* non seulement qu'il ne regrettait pas la pétition qu'il avait lancée contre Nathalie Heinich, mais qu'il aurait aimé être plus violent : « *La quantité de tolérance qu'il faut pour fréquenter de tels auteurs, pour supporter tout simplement de les côtoyer, de leur dire bonjour, de les citer, d'être assis à côté d'eux, de les faire exister, me paraît incroyable.* » Mais on peut être rassuré. Dans dix ans, Gérard Davet et Fabrice Lhomme réuniront de jeunes étudiants en journalisme, ils leur proposeront d'enquêter dans les quartiers sensibles, ils en sortiront un livre intitulé « L'école à feu et à sang » et on les verra faire une tournée des popotes triomphales sur toutes les chaînes d'information continue.

Et dans *Causeur* ! Votre ironie est légitime. Cependant eux-mêmes reconnaissent leur possible retard à l'allumage... et ils ont au moins le mérite de porter la contradiction à l'intérieur du *Monde* où le camp du déni doit reculer.

Peut-être, mais il leur reste du travail. *Le Monde* du 25 octobre publie un article intitulé « L'ONU critique la loi française sur le port du voile inté-

gral ». Et cet article reprenait sournoisement cette critique à son compte. Il citait le premier président de la Cour de cassation, Bertrand Louvel, qui a annoncé que la justice française tiendrait compte de l'avis défavorable du comité des droits de l'homme de l'ONU dans l'affaire Baby-Loup, estimant que le licenciement d'une employée voilée était discriminatoire (voir l'article d'Anne-Marie Le Pourhiet pages 28-31). Bref, la France risque de céder, *Le Monde* s'en félicite. Pour ma part, je serais pleinement rassuré si *Le Monde* s'indignait de cette insupportable ingérence, et surtout, si la France décidait de se retirer de ce comité dont toutes les décisions heurtent notre conception des droits de l'homme. Nous devons absolument résister à cette instance de surplomb. En effet, la démocratie moderne place les droits du citoyen sous la surveillance des droits de l'homme. L'assemblée des citoyens ne peut voter une loi contraire aux droits de l'homme. Or, aujourd'hui plusieurs interprétations des droits de l'homme entrent en conflit. Pour que l'humanité continue à être respectée, il est très important que ce soit notre interprétation universaliste qui prévale.

Notre interprétation ? Celle de Louvel ou la vôtre ? Celle du Conseil d'État ou celle d'Élisabeth Badinter ? Vous faites comme si le conflit entre multiculti et républicains ne traversait pas la France. Or, vous l'avez vous-même évoquée, il y a toute une structure techno-judiciaire qui aimerait en finir avec cette pénible exception française.

Le multiculturalisme est très présent en France et il cherche à imposer ses vues, donc vous avez raison, mon espoir est peut-être un vœu pieux. Vous avez évoqué la structure techno-judiciaire. Or, une grande partie du monde universitaire est aujourd'hui gagnée par les mêmes thèses. L'idée selon laquelle la population française étant en train de changer, nous devons, pour mieux accueillir, assouplir nos normes et même réécrire notre histoire, se répand. J'ai peur que l'idée des droits de l'homme que je défends soit minoritaire dans le monde intellectuel, mais, comme vous, je crois, je persiste à penser qu'elle est majoritaire dans la population – on n'ose plus dire le peuple –, car elle rejoint le sens commun et même la décence commune.

Ne croyez-vous pas cependant que le livre de Davet et Lhomme peut contribuer à changer la donne, dans le sens où il libérera la parole de gauche ?

Il est possible que, grâce à ce livre, le climat médiatique commence à changer. Et je suis sensible au fait que les enquêtes dirigées par les deux briscards du *Monde* aient été réalisées par de jeunes journalistes. C'est une raison d'espérer : peut-être qu'une partie de la jeunesse regimbe contre l'idéologie dans laquelle elle a été éduquée et se met à voir ce qu'elle voit. •